

Subrahmanyam Jaishankar: «Les Européens comprennent que ce qui se passe dans l'Indo-Pacifique les concerne»

ENTRETIEN - Le ministre indien des Affaires étrangères a rencontré *Le Figaro* à la veille d'une conférence ministérielle consacrée à la région stratégique de l'Indo-Pacifique, théâtre des ambitions chinoises.

Invité ce mardi à une conférence ministérielle sur l'Indo-Pacifique organisée à Paris par la présidence française de l'Union européenne, le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, a accordé une interview au *Figaro*. Il s'est entretenu dimanche avec son homologue [Jean-Yves Le Drian](#) et devait rencontrer la ministre des Armées, Florence Parly.

LE FIGARO. - L'Inde n'a pas condamné la concentration de troupes russes aux frontières ukrainiennes. Cette position est-elle liée au fait que la Russie est l'un de vos fournisseurs en armements?

Subrahmanyam JAISHANKAR. - Je ne pense pas qu'on puisse réduire la diplomatie aux fournitures d'armes et à des condamnations. Il y a bien plus de substance et de nuances en politique étrangère. La situation [en Ukraine](#) résulte d'un enchaînement complexe de circonstances sur les trente dernières années. La plupart des pays, c'est le cas de l'Inde ou de la France qui est très active, recherchent une solution diplomatique. La vraie question est: êtes-vous mobilisé pour trouver une bonne solution ou vous contentez-vous de postures? L'Inde peut parler avec la Russie, avec d'autres pays, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et soutient les initiatives comme celles de la France.

Vous participez à cette conférence à Paris sur l'Indo-Pacifique. Quelle importance accordez-vous à cette rencontre?

Le seul fait que cette conférence ait lieu est très important. Pendant longtemps, à l'exception remarquable de la France, la plupart des pays européens étaient peu ou pas impliqués sur [l'Indo-Pacifique](#). Les choses changent. L'Union européenne a désormais une stratégie indo-pacifique, la France, bien sûr, mais aussi l'Allemagne et les Pays-Bas ont la leur. Le Royaume-Uni aussi. Les Européens comprennent mieux que ce qui se passe dans l'Indo-Pacifique les concerne et que le monde ne s'arrête pas à la périphérie de l'Europe.

Quelles sont vos préoccupations au sujet de la Chine dans cette région?

Comment voyez-vous l'initiative des nouvelles routes de la soie?

Ma préoccupation est que les relations internationales doivent respecter de grands principes. Nous voulons tous le respect du droit international, de l'intégrité territoriale, de la souveraineté nationale et des biens communs. Nous souhaitons que les initiatives des uns soient transparentes, qu'elles ne comportent pas d'objectifs cachés. Si les initiatives du pays A ou du pays B respectent ces principes, très bien.

«L'un des projets de corridors, le corridor économique Chine-Pakistan, viole notre intégrité territoriale car il traverse le territoire du Jammu-et-Cachemire qui est occupé illégalement par le Pakistan »

Subrahmanyam Jaishankar

S'agissant de l'initiative de la connectivité (*l'un des noms donnés au projet [des nouvelles routes de la soie](#), NDLR*), il nous semble difficile d'appréhender des projets qui ne sont ni

transparents ni dictés par les règles du marché. L'un des projets de corridors, le corridor économique Chine-Pakistan, viole notre intégrité territoriale car il traverse le territoire du Jammu-et-Cachemire, qui est occupé illégalement par le Pakistan. Ce n'est pas acceptable.

Où en est la situation à la frontière chinoise, dans l'Himalaya, deux ans après les affrontements armés?

Les Chinois avaient concentré des forces importantes sur la ligne de contrôle au printemps 2020, en violation des accords. Nous avons dû déployer nos forces en réaction. Et quand des forces militaires se font face, les choses peuvent mal tourner. C'est ce qui s'est passé. Il y a eu un affrontement avec des soldats tués des deux côtés. Cela a affecté notre relation bilatérale. Depuis, les discussions entre commandants militaires se succèdent. Mais il est clair que nous ne laisserons pas une des deux parties changer unilatéralement le statu quo.

L'Inde est-elle prête à relancer les pourparlers avec le Pakistan?

Qui devrait faire le premier pas et pourquoi faire? Le Pakistan, manifestement, estime que le terrorisme international, c'est-à-dire abriter, armer, entraîner puis envoyer des terroristes au-delà des frontières, est une forme d'action acceptable de la part d'un État. Nous ne sommes pas d'accord. Notre voisin a pris des engagements, il doit s'y tenir.

Le terrorisme, justement, est l'un des terrains de coopération entre la France et l'Inde...

Nous avons une relation de grande proximité avec la France, qui s'améliore avec le temps. La grande qualité de notre relation touche à des domaines sensibles: la défense, le nucléaire, l'espace. La France a été un partenaire précieux dans ces domaines. S'agissant du contre-terrorisme, je préfère ne pas en dire plus, ce n'est pas un sujet de discussion publique.

La France peut-elle s'attendre à un feu vert proche pour la construction de réacteurs nucléaires EPR à Jaitapur?

C'est un dossier complexe, avec des dimensions techniques et financières. Le projet avance. [EDF et notre compagnie nucléaire, NPCIL](#), discutent depuis longtemps. C'est difficile de prédire quand ils aboutiront. Mais je peux dire que l'Inde partage avec la France la vision que le nucléaire est une énergie très adaptée à la lutte contre le changement climatique. Plus nous développons les renouvelables, plus nous aurons besoin de sources de production comme le nucléaire pour assurer la capacité de base.

« Notre relation avec la France compte beaucoup parce que c'est un grand pays qui poursuit une voie autonome, qui occupe une place centrale dans un monde multipolaire que soutient aussi l'Inde »

Subrahmanyam Jaishankar

Notre relation avec la France compte beaucoup parce que c'est un grand pays qui poursuit une voie autonome, qui occupe une place centrale dans un monde multipolaire que soutient aussi l'Inde, en faveur d'un ordre international plus démocratique et équilibré. La France n'a jamais rétréci son horizon. Le premier ministre Modi et moi-même sommes convaincus que cette relation peut encore se renforcer pour relever ensemble de nouveaux défis pour les prochaines décennies.

L'Union européenne et l'Inde discutent depuis quinze ans d'un accord de libre-échange. Quand va-t-il aboutir?

Une tentative d'accord a échoué en 2013. M. Modi est arrivé au pouvoir en 2014 et a manifesté son intérêt de relancer les discussions, mais l'Union européenne n'a pas répondu. Jusqu'en 2021, jusqu'au [sommet de Porto](#), il n'y a quasiment pas eu de discussion. Une nouvelle énergie et un certain sentiment d'urgence ont été réinsufflés sur ce dossier. Les accords de libre-échange, surtout avec l'Union européenne, sont très complexes. Nous y avons intérêt car l'UE est notre premier partenaire commercial.

Il y a quelques mois, le Parlement européen a demandé à l'Inde d'agir plus efficacement contre les violences interreligieuses et les discours de haine. Les droits de l'homme pourraient-ils compliquer vos relations avec l'Europe?

Tout d'abord, je ne sais pas exactement à quoi vous faites référence. Des membres du Parlement peuvent prendre des positions individuelles et il convient de vérifier si ce qu'ils disent est factuel. C'est important que les démocraties se respectent mutuellement. Si je devais regarder les imperfections de l'Europe, ça pourrait m'occuper à plein temps, je pourrais faire une déclaration par jour. Mais je ne le fais pas. Bien sûr, les démocraties ont leurs défauts, mais sont assez ouvertes pour les reconnaître. J'ai vécu ces 45 dernières années dans huit pays étrangers différents, je peux vous dire que l'Inde est une des sociétés les plus ouvertes qui existe. Avant de me prononcer sur un débat français par exemple, je prendrais vraiment le temps de bien le comprendre.

<https://www.lefigaro.fr/international/subrahmanyam-jaishankar-les-europeens-comprennent-que-ce-qui-se-passe-dans-l-indo-pacifique-les-concerne-20220221>